



Revue de l'actualité

EDITORIAL

Par Annie Pelletier

LA JUSTICE INTERNATIONALE ? PAS DANS
MA COUR !

Le 14 décembre dernier, la Cour Constitutionnelle (CC) bloquait la voie à la justice internationale en niant à l'Audience Nationale d'Espagne la compétence de juger les crimes commis au Guatemala, des crimes pourtant de transcendance internationale comme le génocide et la torture¹. Cette résolution sans précédent, sans appel et provenant du plus haut tribunal de justice au pays, laisse sans effets les demandes d'extradition vers l'Espagne de 5 militaires et 2 civils accusés de crimes contre l'humanité², dont le général Efraín Ríos Montt.

La magistrature de la CC s'est bien défendue de protéger les criminels de guerre guatémaltèques, en insistant sur la nécessité de maintenir la souveraineté du pays, mise à mal par la dénonciation déposée en 1999 en Espagne par Rigoberta Menchú et d'autres victimes du conflit armé. À l'époque, le procureur général de la nation avait entrepris des démarches pour définir si la « prix Nobel de la paix » commettait par là un acte de trahison de la patrie et une omission de dénoncer ces crimes à l'interne. Une effronterie cynique de la part d'une institution faiblement démocratique qui feignait ainsi d'ignorer l'existence d'un conflit armé interne et de crimes d'État abondamment documentés par 2 commissions d'enquêtes sur la vérité³.

¹Le Guatemala a l'obligation internationale de poursuivre et de punir le délit de génocide, en vertu de la Convention pour la Prévention et la Sanction du Délit de Génocide, qu'il a signé en 1950

²La résolution met aussi fin à la détention préventive des militaires Germán Chupina Barahona et Angel Anibal Guevara, arêtes en novembre 2006 sur demande de l'Espagne.

³Les rapports «*Nunca mas*» (1998) et «*Memoria del silencio*» (1999) ont révélé les pratiques de l'horreur exercées par l'armée guatémaltèque contre la population civile dans une guerre qui a fait 200 000 victimes entre 1960 et 1996. La Commission d'Éclaircissement Historique (CEH) a attribué aux militaires et aux patrouilles d'autodéfense civile 626 des 658 massacres perpétrés en grande majorité contre des populations autochtones mayas entre 1978 et 1983.

⁴Les tribunaux nationaux en sont toujours à examiner deux actions juridiques déposées par les accusés, la première sur la juridiction du juge pour se charger du dossier, la seconde sur la déclassification de documents militaires comportant sans doute de solides preuves du génocide.

Dans cette revue

Éditorial	P. 1
Entrevue avec Benito Morales	P.2
Chronique d'une –ancienne– stagiaire:	P.4
Nouvelles du sud	P.6
Nouvelles du nord	P.9
Ont participé à cette revue :	P. 10

La quête de justice sur la scène nationale n'aura pas tardé, avec les dénonciations faites par le Centre d'action légale en Droits Humains – CALDH – et l'Association Justice et Réconciliation – AJR – en 2000 et 2001 contre le haut commandement des juntes militaires de Lucas Garcia (1978-1982) et de Ríos Montt (1982-1983).

Pourtant, 8 ans après le début des batailles juridiques à l'interne, les procès n'ont pas connu de résultats concrets en matière de jugements et de condamnations. D'un côté, les militaires et leurs avocats sont devenus maîtres dans l'art de gagner du temps, en interposant de manière continue des actions judiciaires visant à empêcher tout avancement dans le processus⁴. De l'autre côté, le système de justice semble rendre lui-même la justice « indisponible » pour les victimes, et la politique prend le pas sur le droit, comme dans la plupart des transitions démocratiques en Amérique latine. L'Espagne, qui depuis 2005 avait accepté de mener le processus d'enquête pour le génocide guatémaltèque, représentait donc un espoir et une possibilité réelle de voir un jour les responsables des centaines de massacres de civils répondre de leurs actes.

Ríos Montt, protégé jusqu'alors par les instances juridiques qui n'avaient pas encore donné leur aval à la demande d'arrestation et d'extradition, peut donc s'installer confortablement au Congrès où il a été élu comme député du FRG pour la période 2008-2012. L'immunité dont il jouit n'est toutefois pas totale. Elle ne devrait pas affecter en théorie les accusations qui pesaient déjà contre lui à l'interne.

De plus, Ríos Montt et les 6 autres accusés se retrouvent en quelque sorte piégés comme dans une souricière au Guatemala, puisque les demandes d'arrestations internationales émises par l'Audience espagnole demeurent en vigueur.

Or, la décision de la CC vient surtout certifier la capacité du Guatemala à rendre justice et à « laver son linge sale en famille ». On peut donc s'attendre à ce que plusieurs secteurs de la société civile fassent pression sur les nouvelles autorités pour dénouer les impasses juridiques, et que parallèlement cette pression soit associée à une intensification des actions répressives et d'imposition de la terreur sur les témoins des massacres et leurs avocats. La récente visite de soldats dans une communauté de l'Ixil⁵, où vit l'un des porte-parole des victimes de l'AJR, en est un illustre exemple.

Il faut rappeler que le pays ne fait toujours pas bonne figure en matière de protection des droits humains, alors que le nombre d'attaques envers les défenseurs de droits humains en 2007 dépasse les 180⁶. Parmi celles-ci continuent de figurer les menaces, intimidations, enlèvements et persécutions faites à l'encontre d'individus et d'organisations travaillant pour la recherche de la justice, de la vérité et de la mémoire historique⁷.

Souhaitons donc pour 2008 que la souveraineté si chèrement défendue par les autorités légistes du pays soit également associée à un véritable État de droit, capable de briser le cycle de l'impunité et d'offrir aux Guatémaltèques un système de justice indépendant, à l'abri des jeux politiques.

⁵ En octobre 2007, l'armée guatémaltèque est entrée à Ilóm, Chajul, Quiché, pour recruter les jeunes de la communauté où plusieurs membres participent aux dénonciations pour génocide et à la défense des ressources naturelles contre les méga-projets. La visite des militaires a servi à intimider et faire ressurgir la peur au sein de la population. Le Ministère de la Défense n'a pas été en mesure d'offrir une explication sur cette intrusion illégale de l'armée.

⁶ UDEFEGUA, *Situación de Defensores y Defensoras de Derechos Humanos, Informe Preliminar Enero – Octubre 2007*

⁷ Notamment, CALDH, la Fondation d'anthropologie médico-légale du Guatemala (FAFG) qui effectue des exhumations, et l'Équipe Communautaire en Actions Psychosociales (ECAP) travaillant avec les victimes de violations sexuelles pendant le conflit armé.

ENTREVUE AVEC BENITO MORALES

Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala, au sein d'ACOGUATE, a suivi de près le procès intenté par l'entreprise minière Montana Exploradora, filiale de la canadienne Goldcorp, contre 7 paysans de la région de San Miguel Ixtahuacán accusés d'avoir causé des lésions graves et légères à des employés de l'entreprise en janvier 2007, et de coactions, voies de fait, menaces et incitation au crime pour le blocus de la mine au cours de la même période. Le procès, entamé en novembre dernier, a pris fin le 11 décembre. Benito Morales, d'origine maya-quiché, fut l'un des deux avocats de la Fondation Rigoberta Menchú à prendre part à la défense des paysans. Le PAQG l'a rencontré le 16 décembre à la ville de Guatemala.

PAQG : Pour quelles raisons la FRM s'est-elle impliquée dans le procès intenté par la Montana Exploradora contre les 7 paysans de San Miguel Ixtahuacán ?

BM : Il y a deux grandes raisons. D'abord, l'une des façons de s'impliquer dans ce type de processus, c'est au travers du litige, qui force les institutions étatiques à se prononcer de manière précise et cohérente, et qui permet l'utilisation des ressources légales pour réviser une situation avec une plus grande impartialité. En plus d'être un important processus d'éducation et de formation, le litige est une forme coercitive, c'est une dure manière de faire, mais je crois que ce pays a besoin de réagir. Le litige signifie finalement d'aller au combat, de se placer en situation de gagner ou de perdre, d'aller au fond des choses et de surpasser les discours politiques par la voie juridique.

Une autre raison fondamentale de notre implication, c'est que cette histoire de poursuite de la Montana Exploradora contre des paysans n'est pas nouvelle; cela s'est répété historiquement contre les peuples indigènes et leurs leaders. Chaque fois que les populations autochtones, les paysans ou les travailleurs ont exigé le respect de leurs droits, ils se sont fait criminaliser : pensons aux luttes des travailleurs sur les grandes *fincas* et à la répression, les morts et les processus pénaux qui les accompagnent. De façon générale, la défense des personnes accusées est plutôt faible, surtout dans un contexte évident de racisme. Et c'est seulement au cours des dernières années que les indigènes ont commencé à prendre conscience de leur identité, qu'ils ont surpassé les difficultés pour entrer dans un processus de professionnalisation au service de leur peuple, ce qui est positif, puisque bien souvent les avocats

qui défendent des indigènes sont ladinos, et ils le font avec un grand niveau de paternalisme. C'est aussi pour cette raison que ce cas nous a intéressés.

PAQG: Quelles sont vos impressions sur le procès?

BM : D'abord, comme avocats de la FRM, nous sommes intervenus à la dernière étape du processus, soit le débat public, et selon moi si nous avons été de la partie dès le début, il n'y aurait peut-être même pas eu de débat, parce qu'en chemin il y avait de quoi questionner sérieusement le type d'enquête que le Ministère Public menait et les preuves apportées par l'entreprise.

PAQG: Quel a été votre stratégie dans ce cas?

BM : Nous avons commencé par imaginer ce qui avait pu se passer en janvier 2007. Ce qui était clair pour nous, c'était la version des accusés qui nous ont dit : « nous avons fait ceci et cela, mais jamais nous n'avons blessé ces messieurs de la sécurité de la mine ». Au contraire, Fernando, l'un des principaux accusés, était plutôt celui qu'on a tenté d'enlever cette journée-là. Nos informations ne coïncidaient donc pas avec les accusations, il y avait beaucoup d'éléments manquants, et nous avons cherché à comprendre pourquoi. Pourquoi il n'y avait pas de véritable preuve sur le supposé transfert de Julio Aguilar depuis la mine où il aurait été blessé, vers Huehuetenango, alors qu'il aurait supposément fait le voyage dans une auto patrouille entre 2 agents policiers qui, curieusement, ne sont jamais venus témoigner? De même, les coûts défrayés pour le transport du blessé entre Huehuetenango et la capitale, ou entre l'aéroport de la capitale et l'hôpital où il aurait été soigné, n'apparaissent pas non plus dans le rapport de l'assureur de l'entreprise minière... Il y avait donc plusieurs défaillances dans les faits relatés, au point de se demander si tout ça était bel et bien arrivé.

C'est en présentant ces contradictions que nous avons réussi à générer un doute à l'intérieur du processus. J'ai l'impression que notre présence et notre défense argumentative et très logique ont provoqué plusieurs complications et ont fini par mettre le Tribunal dans l'embarras.

PAQG : Comment vous a parue la stratégie du Ministère Public (MP) et de l'avocat représentant l'entreprise minière?

BM: Très mauvaise. Prenons par exemple l'accusation de « contrainte à la liberté », pour avoir tenu le blocus des entrées de la mine. L'avocat disait qu'en conséquence des actions des accusés, aucun employé n'avait pu quitter

la mine pendant plusieurs jours. Mais dire « aucun », c'est donc dire « tous », et si un seul a pu sortir, alors on ne peut plus dire « aucun ». Ici, chaque mot est important. C'est la même chose avec l'accusation d' « incitation à la délinquance ». « Inciter » doit se faire avec des mots, avec la bouche... Qu'ont-ils dit exactement? Dans quelle langue? De quelle manière? La partie accusatrice n'a jamais pu fournir ces réponses. De plus, l'entreprise minière a demandé une indemnisation de 2 millions de quetzales, ce qui est ridicule... elle n'a jamais pu prouver qu'elle avait effectivement déboursé une telle somme.

Le plus lamentable, c'est qu'à la toute fin du procès, le procureur du MP a abandonné les accusations plus légères contre 5 des 7 accusés. C'est très grave... Comment est-ce possible d'intenter une poursuite pendant un an, ce qui implique pour les accusés des préoccupations, des dommages psychologiques, un investissement d'argent, etc. et de leur dire ensuite, à la dernière minute, « excusez-nous messieurs mais il n'y a finalement pas de preuves contre vous »!?! Comment ces paysans se sentent-ils ensuite, face aux gens de leur communauté qui ne comprennent pas nécessairement les rouages du système et qui continuent de penser que si les accusés subissent un procès, c'est qu'ils doivent avoir fait quelque chose de mal?...

PAQG : Le Tribunal a finalement rendu son verdict le 11 décembre pour ce qui est des 2 autres accusés, Francisco et Fernando. Racontez-nous un peu comment s'est terminé le procès.

BM : D'abord, le Tribunal devait rendre son jugement à 19h. Quand nous sommes arrivés à 17h, nous avons été étonnés par la présence d'une quantité significative de policiers et de soldats dans le parc central, près du Tribunal. Nous avons ensuite été informés que le jugement serait plutôt rendu à 20h, ce qui nous a paru inquiétant, d'autant plus que plusieurs véhicules transportant d'autres soldats et policiers ont continué à arriver, laissant supposer qu'il était ici question de dangereux délinquants. En fait, cela a généré tellement de confusion qu'à un moment donné Fernando et Francisco ont envisagé de se rendre directement à la prison, où on nous rapportait également beaucoup de mouvements de policiers, comme si tout était prêt... Il semble que ce soit le Tribunal lui-même qui ait demandé ce renfort de sécurité, ce qui m'apparaît comme une violation à la présomption d'innocence et une attaque à la dignité des accusés.

Ensuite, malgré toutes les contradictions que nous avons identifiées au cours du procès, le Tribunal a émis une sen-

tence favorable à l'entreprise minière en condamnant Francisco et Fernando, mais tout en évitant de leur causer du mal, leur assignant une peine d'emprisonnement de 2 ans pour lésions légères, commuable en une amende de 5Qz par jour pendant 2 ans. Le Tribunal a ensuite donné un autre bénéfice aux accusés, avec une suspension de l'exécution de la peine s'ils se comportent bien pendant 3 ans. Cela laisse croire qu'il devait y avoir un arrangement avant le procès, et que le Tribunal se devait de donner quelque chose à l'entreprise.

Personnellement, bien qu'il n'y ait pas de conséquences juridiques autres que celle d'être reconnu coupable, je crois que ce qu'il faut récupérer ici c'est la dignité des personnes, le nom de Fernando et Francisco qui clament toujours leur innocence. Ce jugement sera donc porté en appel. Nous allons continuer la bataille!

Chronique d'une –ancienne– stagiaire

Par Sarah Michaud, ancienne stagiaire internationale pour le PAQG

Chronique de la sécurité alimentaire au Guatemala : Quand le maïs se transforme en or vert

Elle était comme dans les livres, une parfaite représentation du "marasme", terme médical pour décrire la maigreur extrême engendrée par la dénutrition chronique. Elle avait un visage de petite vieille, un petit corps émacié et les cheveux roussis, caractéristiques de cette condition. Elle pleurait et n'appréciait pas du tout la pesée qu'on lui faisait subir. Nous avions déjà pesé une quinzaine d'enfants, tous en état de malnutrition selon leur courbe de croissance, mais un simple coup d'œil permettait de voir qu'elle était bien plus mal en point que les autres. Justement, ce point, celui représentant son poids par rapport à son âge, était tout en bas de la plus basse courbe de référence, signe d'une malnutrition sévère chronique. Signe d'une mort annoncée à moins d'une intervention spécialisée dans un centre de nutrition.

⁸L'une des 22 langues mayas parlées au Guatemala

⁹Type de toilette sèche.... Bécosse en bon Québécois!

Impuissance. J'essaie d'expliquer à sa grand-mère qu'il faut tout de suite l'amener au centre de santé le plus proche, qu'on pourrait les y conduire aujourd'hui, que sa petite fille est en danger de mort. Je dis au promoteur de santé qui traduit mes propos en Chuj⁸ de lui faire comprendre que c'est grave. Je veux qu'elle sache que c'est urgent. Le pauvre me regarde, agacé par mon insistance. Elle ne veut pas venir avec nous me dit-il, il faut d'abord qu'elle parle avec le père, c'est lui qui décidera. Le père est dans les montagnes, il travaille dans les champs de maïs.

Nous étions à Guayabquej, une petite communauté enfoncée dans les hautes montagnes de la région de San Mateo Ixtatán. Je fais partie de l'équipe de santé de CEIBA, une ONG guatémaltèque. Nous devons effectuer un diagnostic nutritionnel des enfants de moins de cinq ans des communautés de la région. Dans chacune des communautés que nous visitons, notre travail est facilité par les promoteurs de santé locaux, ce sont des gens qui sont nommés par leur communauté et formés par CEIBA pour offrir des services de premiers soins et tenir une petite pharmacie de base. Car dans ces communautés isolées, la visite d'un médecin s'apparente à un miracle et les centres de santé sont souvent trop loin. Selon le promoteur de santé de Guayabquej, durant le dernier mois, six enfants en bas âges sont décédés.

Comme j'ai pu le constater, la mortalité infantile est une fatalité qui fait partie du quotidien de ces gens.

À Guayabquej, comme dans tous les autres villages que nous visitons, il n'y a pas d'eau potable, ni même d'eau courante et plus souvent les maisons n'ont pas de latrine⁹. La malnutrition résulte généralement d'une alimentation inadéquate mais elle est également le fruit de mesures d'hygiène déficientes. La grande majorité des enfants que nous avons diagnostiqués avec une malnutrition présentaient des signes de parasitisme. L'eau non traitée est un vecteur important de parasites, tout comme l'absence de latrine et le contact avec les excréments des animaux d'élevage qui se promènent souvent librement dans les maisons. Une grande part de l'éducation que nous donnions aux gens des communautés concernait donc les mesures d'hygiène de base.

C'est un fait et je le savais, le taux de malnutrition au Guatemala est très élevé. J'avais lu 44% dans les statistiques officielles du ministère de la santé du Guatemala. Ce qu'on a observé dans les villages Maya était plutôt de l'ordre de 80%.

Mais alors où est donc Vision Mondiale avec ses animateurs en larmes racontant les déboires quotidiens des enfants guatémaltèques luttant contre la faim? Malheureusement, la conséquence perverse de la malnutrition au Guatemala est qu'elle passe inaperçue. Le fait est qu'elle est presque considérée comme un trait culturel. Autre symptôme des disparités et inégalités sévissant dans ce beau pays, la faim a un visage, celui des Mayas vivant en région rurale. En fait, la plupart des enfants que nous avons pesés présentaient une malnutrition chronique modérée. Pour s'adapter à une alimentation peu variée et déficiente durant une longue période, le corps d'un enfant réagit en ralentissant, voire même en stoppant sa croissance.

C'est un fait observable, les Mayas sont petits, plusieurs conclurent que c'est génétique. Toutefois, c'est aussi un fait observable qu'à l'âge de trois ans, un enfant né au Guatemala mais qui grandit aux États-Unis, sera entre 7 et 10 cm plus grand que ses congénères restés au Guatemala¹⁰.

Les racines de la malnutrition sont diverses et profondes, bien au-delà des conséquences directes d'une alimentation peu variée et du manque d'hygiène, trônent les problèmes de pauvreté, de faible scolarisation, d'inégalité dans le partage des terres et de manque d'infrastructures de base dans les villages mayas. Onze ans après la signature des Accords de paix et la reconnaissance officielle des droits des autochtones, force est de constater que la situation ne s'améliore guère.

En mars dernier, la visite du Président américain au Guatemala a assombri d'autant plus le portrait qu'il est maintenant clair que la nouvelle politique énergétique des États-Unis aura un impact très négatif, pour ne pas dire catastrophique sur la sécurité alimentaire des Guatémaltèques. M. Bush pourra compter à son actif l'initiation d'un nouveau conflit, celui opposant des estomacs à des automobiles pour une même source énergétique. Les « estomacs » pour avaler leur carburant alimentaire de base et aider le corps à lutter contre une dénutrition fatale et les « automobiles » pour s'abreuver goulûment du bioéthanol produit à partir des mêmes matières premières, limitant d'autant l'espace agricole disponible pour la consommation humaine.

¹⁰ Rivera-Dommarco, J-A. 2000. *Estrategias y acciones para corregir deficiencias nutricias*. Bol Mex Hosp. Infant Mex, vol 57-11: 641-649.

¹¹ Les Carnets de Radio-Canada. *Éthanol: Mauvaise solution?* Tiré du site internet : <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Carnets/carnet.asp?numero=88450&auteur=2062&type=texte&niveau=3>

Étant donnée la crise au Moyen-Orient, il fallait que le Président américain envisage de diminuer la dépendance au pétrole comme source d'énergie. La politique énergétique américaine telle qu'énoncée dans le *Energy Policy Act 2005* prévoit que l'utilisation de l'éthanol comme carburant aux États-Unis passera de 4 milliard de galons en 2006 à 7,5 milliards en 2012, soit près du double. Les États-Unis devront augmenter considérablement leurs importations d'éthanol afin d'atteindre cet objectif. La tournée de M. Bush en Amérique Latine en mars dernier avait donc pour objectif d'établir de nouveaux accords de production, entre autre avec le Guatemala.

Déjà, depuis 2006, l'augmentation de la production américaine d'éthanol a provoqué une flambée des prix mondiaux du maïs puisque c'est la principale matière première utilisée par les Américains pour produire l'éthanol. La diète guatémaltèque est basée en majeure partie sur le maïs et ses dérivés, tel la tortilla, qui constituent près de 80% de leur apport calorique moyen. Sachant que pour remplir le réservoir d'un utilitaire sport, il faut convertir 200 kilos de maïs en éthanol pur, soit assez de calories pour nourrir une personne pendant 1 an, il est légitime de craindre le pire quant à l'état de la sécurité alimentaire à moyen terme au Guatemala¹¹. La cosmovision maya raconte que les Mayas sont des hommes de maïs.

Malheureusement l'augmentation des prix du maïs ne semble pas augmenter leur valeur aux yeux des dirigeants politiques...

Parmi les autres conséquences prévisibles de la production de biocombustibles au Guatemala, on peut penser à l'aggravation du conflit agraire, à la déforestation, à l'épuisement des sols causé par des pratiques de monoculture extensive, à l'entrée massive de maïs transgénique au Guatemala avec les risques de contamination que cela comporte et à un fort accroissement des demandes en eau, nécessaire tant pour la culture du maïs que pour le processus de transformation en éthanol. À moyen terme, c'est la sécurité alimentaire des Guatémaltèques qui sera affectée, à plus ou moins long terme c'est la sécurité alimentaire mondiale qui sera touchée. Déjà, dans un rapport récent, l'Organisation des États-Unis pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) conclut que la diminution observée dans les stocks mondiaux de céréales est directement reliée à leur diversion vers la production de biocarburants. Résultat : la nouvelle politique énergétique des États-Unis, soit disant verte, nous réserve un avenir plutôt gris, à moins de

changements majeurs dans nos habitudes de surconsommation.

Heureusement, il y a actuellement un travail de fond remarquable de la part des ONGs et des organismes de la société civile guatémaltèque, qui militent jour après jour pour le respect des droits humains au Guatemala et pour l'amélioration des conditions de vie des Guatémaltèques. J'ai eu la chance d'intégrer la merveilleuse équipe de CEIBA, une grande famille composée de personnes qui font de leur travail quotidien une vocation et qui ont un impact considérable sur la vie des communautés mayas. Malgré l'intimidation et les menaces, ils continuent à croire en un Guatemala meilleur et leur conviction est contagieuse.

Nouvelles du sud

Le bureau de la Défense publique pénale s'occupera des cas de violence intrafamiliale

Jutiapa, 9 nov. (Cerigua). – Le bureau de la Défense publique pénale offrira désormais de l'assistance aux personnes victimes de préjudices ou de violence au sein de leur foyer, afin d'aider les gens qui manquent de ressources économiques. Santos Linares, employé à la Défense publique pénale, déclare que le nouveau programme spécial consacré à la violence intrafamiliale permettra d'offrir un appui aux victimes et aux familles dans le besoin. Antérieurement, ce bureau consacrait uniquement ses efforts à la défense des personnes éprouvant des difficultés avec les lois. Linares conclut que la Défense publique pénale offrira dorénavant une meilleure couverture.

Guatemala, 13 Nov (Cerigua).- Le président élu du Guatemala, Álvaro Colom, a reçu ce mardi le soutien de son homologue des États-Unis, George W. Bush, qui a communiqué par téléphone avec le nouveau mandataire.

Le vice-président élu, Rafael Espada, a confirmé à la presse locale la conversation téléphonique que Colom a eue avec Bush. Ce dernier aurait offert d'appuyer quelques projets pouvant aider le Guatemala.

Aujourd'hui même, le nouveau chef d'État a reçu plusieurs délégations, entre autres des dirigeants patronaux. Cet exercice de rapprochement visait à prendre connaissance des approches et des suggestions des divers secteurs de la nation sur plusieurs sujets.

Aux dires du vice-président, l'image du pays s'est améliorée dans les derniers jours et des commentaires positifs sur l'élection des nouveaux dirigeants auraient été entendus.

INDE annonce la remise en marche des centrales hydroélectriques à Escuintla

Par José Pelicó

Escuintla, 14 Nov (Cerigua).- Les centrales hydroélectriques San Luis et El Salto, situées à Escuintla, seront réactivées afin de générer 5 mégawatts qui s'ajouteront au parc énergétique de l'Institut national d'électricité (I N D E). L'investissement dans ces deux projets qui sont restés inopérants durant 60 ans est d'approximativement 84,04 millions de Quetzales (11 millions de dollars). Cet argent proviendra d'un prêt fourni par la Banque interaméricaine de développement (BID), a indiqué Marinus Böer, directeur de l'INDE.

Selon des publications de la presse locale, les résidents de San Luis seraient d'accord avec le projet de réactivation des centrales hydroélectriques, qui sera complété par la création d'une zone écologique profitant aux résidents.

Le président Oscar Berger et le directeur de l'INDE ont signé une convention qui donne vie à un jardin botanique national sur la propriété San Luis afin de conserver la forêt. La Fondation des défenseurs de la nature (*Fundación Defensores de la Naturaleza*) sera chargée de l'administrer avec un investissement de 1 million de dollars.

Les centrales hydroélectriques San Luis et El Salto sont situées au kilomètre 50 de l'ancienne route à Escuintla. Leur remise en marche fait partie de la politique énergétique présentée il y a quelques jours par le Ministère de l'Énergie et des Mines, a soutenu Carmen Urizar, titulaire du portefeuille.

Des chefs dénoncent le coup bas asséné par les entreprises minières aux communautés d'Izabal

Dans un communiqué publié dans le département d'Izabal, les chefs de ces communautés soutiennent que les entreprises minières, dont l'intention est d'explorer et d'exploiter les métaux précieux de la région, continuent d'asséner des coups bas à leurs communautés.

Ils maintiennent que la Compagnie guatémaltèque du nickel (CGN), Mayaniquel et Nicromet, utilisent la cooptation pour le recrutement des dirigeants et mettent des bâ-

tons dans les roues des organisations sociales et de l'église catholique qui appuient la lutte contre l'industrie minière.

Les organismes signataires du document, entre autres la Pastorale de l'église et les chefs de plusieurs villages dont Morales, Los Amates, El Estor et Livingston, ont critiqué l'asservissement des autorités gouvernementales face aux compagnies qu'elles ont favorisées en donnant leur approbation à des licences sans prendre en considération l'avis du peuple.

Le communiqué condamne également la persécution systématique à l'encontre des prêtres qui ont accompagné et dénoncé les attaques commises contre la population q'eq-chi' de ce département.

Les chefs religieux et communautaires attribuent aux entreprises la responsabilité des dommages provoqués sur l'environnement et les abus contre le peuple qui subira les conséquences négatives de l'extraction minière.

Selon le rapport du Forum économique mondial, la compétitivité de l'économie guatémaltèque s'est améliorée

La compétitivité, c'est-à-dire la capacité du Guatemala à produire davantage de richesses sur les marchés mondiaux tandis que croît aussi le revenu de sa population, a augmenté cette année. Selon l'indice global de compétitivité 2007 élaboré par le Forum économique mondial, le Guatemala a progressé de quatre positions, passant du poste 75 au poste 71, sur 131 pays analysés.

Emanuel Seidner, commissaire présidentiel adjoint de Compétitivité, affirme que l'avancée cette année n'a pas été aussi significative qu'en 2006 où le pays avait progressé de 17 places. Cependant, selon le commissaire, cette progression de quatre places demeure encourageante parce qu'elle mettrait en évidence que l'agenda national de Compétitivité 2005-2015 a des effets positifs.

Des organisations environnementales rejettent une résolution sur le secteur minier

De nombreux environnementalistes ont rejeté l'adoption d'une résolution gouvernementale faisant de la promotion et du développement des secteurs énergétique et minier un enjeu "d'intérêt national". Les militants écologistes considèrent qu'il ne s'agit là que d'un moyen de faciliter l'octroi et le maintien de concessions d'exploitation avant le départ du gouvernement d'Oscar Berger.

Les organisations environnementales ont affirmé ne pas comprendre comment le gouvernement a pu adopter une telle mesure, à deux mois de la fin de son mandat et trois semaines après l'adoption de politiques énergétique et minière qui ont été vivement critiquées par les environnementalistes.

Carlos Salvatierra, du collectif *Madre Selva*, affirme que par le biais de cette action, le gouvernement Berger tente de profiter des problèmes qui affectent le secteur énergétique pour les lier aux questions minières. "C'est comme s'ils donnaient maintenant l'ordre d'autoriser l'octroi de licences qui étaient jusque là refusées", soutient-il. L'écologiste Magaly Rey Rosa, directrice du collectif *Madre Tierra*, considère qu'il s'agit d'une manière très suspecte d'assurer certaines transactions.

Jorge García, le vice-ministre de l'Énergie, a déclaré que, même si ce n'était pas encore fait, le gouvernement prévoyait d'adopter un moratoire pour freiner l'octroi de licences. Au cours de son mandat, le gouvernement Berger a autorisé trois concessions d'exploitation minières. L'une d'entre elles a été accordée à la *Compañía Guatemalteca de Níquel* qui reprendra l'exploitation d'un gisement d'Izabal. Une seconde a été octroyée à la compagnie Montana, qui poursuivra ses activités d'extraction d'or dans la région de San Marcos en plus de l'ouverture d'un nouveau site dans le Jutiapa. La troisième a été accordée à la compagnie El Sastre, également pour l'exploitation d'un gisement d'or dans la région d'El Progreso.

Magaly Rey Rosa a rappelé que ces entreprises ne payaient que 1% de leurs bénéfices en redevance à l'État guatémaltèque.

Création d'un réseau municipal de gauche

Plusieurs municipalités guatémaltèques se sont jointes aux représentants de villes du Salvador et des ambassades du Venezuela et de Cuba pour fonder la *Red de Municipalismo de Izquierda*, a annoncé Pedro Saloj Quisquiná, le chef autochtone élu de Sololá.

L'association s'est donné comme mandat d'exercer une influence sur l'adoption des politiques et la négociation des projets au niveau local, départemental et régional, dans le but de promouvoir le développement des communautés, a souligné M. Saloj.

M. Saloj a également affirmé que l'organisation devrait permettre de renforcer le parti *Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca* (URNG) par le biais de ses bases communautaires et de soutenir la recherche d'alternatives de gauche afin de favoriser l'avènement d'une société plus juste et équitable.

Afin d'atteindre ses objectifs, le réseau compte s'appuyer sur des instruments juridiques tels que les Accords de Paix, dont l'application devra être rendue effective. Il entend aussi faciliter la participation citoyenne aux processus politiques, économiques, sociaux et culturels, a également soutenu M. Saloj.

Incertitude quant à l'adhésion du Guatemala à l'ALBA

Au cours d'une tournée en Amérique du Sud, Alvaro Colom a déclaré qu'il serait "très compliqué" pour le Guatemala de se joindre à l'organisation d'intégration régionale *Alternativa Bolivariana para las Américas* (ALBA). Le président nouvellement élu, qui doit entrer en fonction le 14 janvier 2008, a toutefois réitéré sa volonté d'analyser cette possibilité dans le cadre d'un "dialogue national".

Colom a fait cette déclaration le 7 décembre dernier, à Managua, au cours d'une visite de courtoisie au président du Nicaragua, Daniel Ortega.

Le prochain président guatémaltèque a souligné que 62% du commerce du pays est effectué avec les États-Unis, ce qui rend "évidemment un peu compliqué pour le pays" l'adhésion à l'ALBA, une initiative du président vénézuélien Hugo Chávez.

L'ALBA qui regroupe actuellement la Bolivie, Cuba, le Nicaragua et le Venezuela a été créée en réaction au projet d'intégration économique de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), soutenu par les États-Unis.

ICCPG : seulement 3 meurtres de femme sur 100 donnent lieu à une sentence

L'impunité reste un problème généralisé au Guatemala. En ce qui a trait aux meurtres et aux abus sexuels commis à l'encontre de femmes, la situation prend des proportions dramatiques : seulement 3 % de ces cas se parviennent à un jugement devant un tribunal.

Une étude de l'*Instituto de Estudios Comparados en*

Ciencias Penales de Guatemala (ICCPG) sur la réponse du système judiciaire aux délits commis contre les femmes révèle une réalité bouleversante : 97 % des cas n'aboutissent pas à un jugement du tribunal, faute d'intérêt de la part des acteurs du système de justice.

Kristin Svendsen, porte-parole de l'ICCPG, affirme que le problème de l'administration de la justice ne peut pas être dissocié de la réalité socioculturelle du pays, où la femme est toujours reléguée à un statut inférieur. De nombreux intervenants du système judiciaire invitent toujours les femmes et leur famille à retirer leurs plaintes. Un agent aurait par exemple déclaré à la mère d'une adolescente de 14 ans victime de viol qu'il ne fallait pas s'étonner de cette agression puisque "toutes les petites de cet âge se promènent en cherchant un amoureux et disent ensuite qu'elles ont subi un viol. Votre fille n'était sûrement pas aussi innocente qu'elle le paraît."

L'an dernier, le Ministère public (Ministerio Público) a enregistré 3945 plaintes pour viol, 738 pour détournement de mineure, 1351 pour enlèvement et 414 pour abus. Selon l'ICCPG, 75 % des cas ne sont pas comptabilisés dans ces statistiques. Entre 2001 à 2007, environ 3000 assassinats de femmes ont été signalés. Uniquement cent d'entre eux ont abouti à un jugement.

Les autorités mexicaines dénoncent l'implication de 14 mercenaires guatémaltèques dans le trafic de drogue

La *Procuraduría General de la República* (PGR) du Mexique a affirmé que des éléments de la brigade de forces spéciales *Kaibil* du Guatemala participent à assurer la sécurité de narcotrafiquants mexicains. Les barons de la drogue du Mexique préféreraient employer des soldats guatémaltèques à la retraite ou qui ont déserté les rangs de l'armée, puisqu'ils exigent un salaire moins élevé et ont une meilleure capacité à recueillir de l'information.

L'ancien juge de l'*Unidad Especializada en Delincuencia Organizada* de la PGR, Samuel González, a affirmé que les autorités mexicaines ont identifié pour le moins 14 *kaibiles* de nationalité guatémaltèque qui auraient intégré les cartels de la drogue.

Nouvelles du nord

Erratum: l'édition précédente avait déjà été présentée comme celle de novembre-décembre, alors qu'elle aurait dû s'appeler septembre-octobre en faisant suite à notre édition spéciale sur les élections! Nous sommes désolés de la confusion

Des activités ludiques ET instructives

Nos trois activités se déroulant dans le cadre des JQSI de novembre (voir édition précédente) ont toutes été très appréciées, mais c'est notre pièce de théâtre « Un hiver rouge au Guatemala »¹² qui a remporté les faveurs du public. Ce sont près de 400 personnes à travers plusieurs régions du Québec qui ont pu en connaître plus sur l'histoire du Guatemala et notamment sur la partie la plus tragique de celle-ci, le génocide maya.

De cégeps en cafés, de Québec à Alma, nos marionnettes sont devenues de véritables stars au service de l'appui solidaire à la population guatémaltèque dans sa lutte pour la paix et la dignité. Une représentation unique (pour le moment !) est prévue à Montréal le 31 janvier prochain à 20 h à la Maison de la culture du Plateau. Les laissez-passer seront disponibles à la Maison de la culture dès le 24 janvier à 17h.

Mauvaise mine ?

Nous suivons naturellement de très près ce qui a trait à l'exploitation minière au Guatemala. Les compagnies minières étrangères qui y sont implantées mènent en effet leurs activités sans nécessairement assumer les responsabilités sociales et environnementales qui leur incombent, ce qui peut conduire à de graves atteintes aux droits de la personne et requiert toute notre vigilance.

C'est pourquoi nous avons considéré qu'il était primordial d'apporter notre soutien organisationnel à la venue en novembre de Monsieur Javier de León, Président de l'Association de développement intégral de San Miguel Ixtahuacán (ADISMI) au Guatemala et de nous associer activement à la mise en place d'activités autour de sa visite.

Monsieur Javier de León a pu ainsi bénéficier d'une tribune de choix lors de son passage à Montréal dans le cadre de sa tournée canadienne et exprimer ses craintes et revendications face aux agissements de la compagnie canadienne Goldcorp implantée à San Miguel Ixtahuacán.

¹²Une pièce d'Anaïs Lagacé, mise en scène par Geneviève Thibert, avec Francis Poulin, Caroline Dault et Anne Brulotte Légaré.

Monsieur de León évoque notamment les dommages causés à près de 60 maisons de sa communauté, dont il explique qu'ils sont provoqués par les explosions durant les activités minières, ou encore l'assèchement de plus de 15 puits d'eau de la région (pour en savoir plus à ce sujet, visitez notre site Internet et lisez aussi notre action urgente). Grâce aux interventions de Monsieur de León, davantage de personnes sont désormais sensibilisées à la problématique des activités d'extraction minière au Guatemala et aux conséquences parfois désastreuses qu'elles peuvent avoir sur les populations locales.

L'AG 2007

La dernière Assemblée générale du PAQG s'est tenue le 1^{er} décembre dernier. Malgré le fait que nous aurions aimé que l'événement soit plus mobilisateur, la réunion s'est déroulée de façon très agréable, laissant une place de choix aux suggestions de chacun, à l'échange et au débat d'idées. Le procès-verbal de l'assemblée sera finalisé très prochainement et sera envoyé à tous nos membres dans les plus brefs délais.

Ce fut également l'occasion de procéder à l'élection des membres de notre nouveau Conseil d'administration. Ainsi, Marie-Soleil Martineau, Marie-Claude Lortie et Nicolas Langlois cèdent-ils leur place tandis qu'Etienne Dubois-Daignault et Alissa Lauriault ont renouvelé leurs candidatures.

Voici donc la composition du nouveau Conseil d'administration:

Président : Étienne Roy-Grégoire
 Vice-président : Nicolas Bergeron
 Secrétaire : Etienne Dubois-Daignault
 Trésorière : Alissa Lauriault
 Administratrice : Claire St-Jacques
 Administratrice : Anaïs Lagacé
 Administratrice : Nelly Marcoux

Merci à nos anciens membres du CA de leur implication et de leur soutien. Nous savons que la plupart d'entre eux restent des membres (hyper !) actifs du PAQG.

Bienvenue aux nouveaux membres : la coordination se réjouit d'une collaboration qui promet d'être fructueuse !

Ont participé à cette revue

Coordination

Léonie Lavoie-Bel

Rédaction

Céline Bouquin, Sarah Michaud, Annie Pelletier

Traduction

Gabrielle Michaud-Sauvageau, Yannick Lacoste, Annie Pelletier

Sélection des nouvelles

Nelly Marcoux

Correction, révision

Céline Bouquin, Catherine Dutil, Annie Lapalme, Léonie Lavoie-Bel

Mise en page

Céline Bouquin

Projet Accompagnement Québec Guatemala.

Don. Je désire appuyer l'action du Projet Accompagnement Québec-Guatemala par un don de _____ \$

Cotisation annuelle. Je désire adhérer ou renouveler mon adhésion comme membre du Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG). En devenant membre du PAQG vous recevrez par courriel notre revue d'actualité, les actions urgentes et les invitations à participer à nos activités.

- membre sympathisant (30\$ ou plus) _____ \$
- membre bénévole (15\$ ou plus) _____ \$ et m'impliquer dans les activités suivantes:
- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Comité de la revue d'actualité | <input type="checkbox"/> Soutien à la coordination |
| <input type="checkbox"/> Comité des actions urgentes | <input type="checkbox"/> Financement |
| <input type="checkbox"/> Éducation et sensibilisation | |
- membre institutionnel (50\$ et plus) _____ \$ (*pour les associations et les institutions*)
- Je désire participer à une formation pour accompagnateur / trice
- Je désire faire de l'accompagnement physique. Précisez vos disponibilités: du _____ au _____

Prénom, nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Province : _____

Code postal : _____ Tél : (____) _____ Courriel : _____

SVP, retournez ce formulaire et votre chèque au **Projet Accompagnement Québec-Guatemala** : 660 Villera, bureau 2,115, Montréal, (Québec), H2R 1J1